

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Deux-Montagnes

Code géographique : 72010

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Julie Guindon, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-07-05

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Ville de Deux-Montagnes,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Deux-Montagnes et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015 et l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Deux-Montagnes et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Deux-Montagnes inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton, S.E.N.C.R.L.
Laval
CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A119220

DATE 2016-07-05

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			<u>Total consolidé¹</u>
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	19 526 101	19 945 000	20 019 627			19 754 909
Compensations tenant lieu de taxes	2	465 228	399 000	488 499			488 499
Quotes-parts	3					1 712 675	
Transferts	4	697 585	706 500	649 769		818 312	1 355 470
Services rendus	5	9 043 689	3 931 600	7 745 915		1 663 813	9 151 093
Imposition de droits	6	830 288	719 000	927 809			927 809
Amendes et pénalités	7	771 323	582 500	665 677		67 939	733 616
Intérêts	8	330 924	65 000	445 649		3 719	365 419
Autres revenus	9	81 507		1 082 361		(1 872 888)	(1 343 572)
	10	31 746 645	26 348 600	32 025 306		2 393 570	31 433 243
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	2 037 869		2 230 723		10 221	2 240 944
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	2 037 869		2 230 723		10 221	2 240 944
	18	33 784 514	26 348 600	34 256 029		2 403 791	33 674 187
Charges							
Administration générale	19	4 986 292	4 062 600	4 286 867	210 623	128 387	4 100 877
Sécurité publique	20	10 421 717	5 879 500	8 923 890	406 812	928 218	9 400 308
Transport	21	3 166 624	3 106 900	2 548 377	1 194 897	1 509 658	4 929 682
Hygiène du milieu	22	3 085 354	3 418 500	3 466 950	1 698 169	292 628	4 930 655
Santé et bien-être	23	236 692	230 100	273 458	175	1 142 297	858 601
Aménagement, urbanisme et développement	24	848 562	893 300	896 071	45 478		941 549
Loisirs et culture	25	2 523 883	2 971 300	2 786 977	499 893	326 512	3 534 747
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	1 428 590	2 183 400	1 549 534		744 305	2 209 890
Amortissement des immobilisations	28	4 117 434	3 723 100	4 056 047	(4 056 047)		
	29	30 815 148	26 468 700	28 788 171		5 072 005	30 906 309
Excédent (déficit) de l'exercice	30	2 969 366	(120 100)	5 467 858		(2 668 214)	2 767 878

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 969 366	(120 100)	5 467 858	(2 668 214)			2 767 878
Moins: revenus d'investissement	2	(2 037 869)	()	(2 230 723)	(10 221)	()	()	(2 240 944)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	931 497	(120 100)	3 237 135	(2 678 435)			526 934
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	4 117 434	3 723 100	4 056 047	522 326			4 578 373
Produit de cession	5			1	48 275			48 276
(Gain) perte sur cession	6			878 386	2 745 505			3 623 891
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	4 117 434	3 723 100	4 934 434	3 316 106			8 250 540
Propriétés destinées à la vente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-valeur / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16							
Remboursement de la dette à long terme	17	(3 232 671)	(3 878 000)	(3 371 151)	(810 513)	()	()	(4 181 664)
	18	(3 232 671)	(3 878 000)	(3 371 151)	(810 513)			(4 181 664)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(77 234)	()	(863 915)	(351 454)	()	()	(1 215 369)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		590 000		58 101			58 101
Excédent de fonctionnement affecté	21	60 200		62 500				62 500
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 318 266)	(274 500)	(2 138 756)	255 695			(1 883 061)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(253 679)	(40 500)	(19 665)	290 616			270 951
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	(1 588 979)	275 000	(2 959 836)	252 958			(2 706 878)
	26	(704 216)	120 100	(1 396 553)	2 758 551			1 361 998
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	227 281		1 840 582	80 116			1 888 932

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	2 037 869		2 230 723	10 221	2 240 944
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(7 966)	(255 000)	(224 307)	(439)	(224 746)
Sécurité publique	3	(134 361)	(375 000)	(466 856)	(345 994)	(812 850)
Transport	4	(439 235)	(650 000)	(552 057)	(14 613)	(566 670)
Hygiène du milieu	5	(3 084 249)	(3 280 000)	(2 381 267)	(7 262)	(2 388 529)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(544 846)	(443 000)	(471 733)	(3 761)	(475 494)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(4 210 657)	(5 003 000)	(4 096 220)	(372 069)	(4 468 289)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	8 601 000		3 203 083		3 203 083
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	77 234		863 915	351 454	1 215 369
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15					
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17	512 558		163 870	6 673	170 543
	18	589 792		1 027 785	358 127	1 385 912
	19	4 980 135	(5 003 000)	134 648	(13 942)	120 706
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	7 018 004	(5 003 000)	2 365 371	(3 721)	2 361 650

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 969 366	(120 100)	5 467 858	(2 668 214)	2 767 878		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2 (	4 210 657 ) (	5 003 000 ) (	4 096 220 ) (	372 069 ) (	4 468 289)	
Produit de cession	3			1	48 275	48 276		
Amortissement	4	4 117 434	3 723 100	4 056 047	522 326	4 578 373		
(Gain) perte sur cession	5			878 386	2 745 505	3 623 891		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(93 223)	(1 279 900)	838 214	2 944 037	3 782 251		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	(11 599)		(9 935)	8 739	(1 196)		
Variation des autres actifs non financiers	10	52 088		(4 942)	(9 280)	(14 222)		
	11	40 489		(14 877)	(541)	(15 418)		
	12	2 916 632	(1 400 000)	6 291 195	275 282	6 534 711		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	2 916 632	(1 400 000)	6 291 195	275 282	6 534 711		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(41 136 561)		(34 094 550)	(15 872 519)	(44 538 047)		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	4 125 379			(316 982)	(340 261)		
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(37 011 182)		(34 094 550)	(16 189 501)	(44 878 308)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(34 094 550)		(27 803 355)	(15 914 219)	(38 343 597)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>		<u>2015</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	2 637 123	4 834 880	696 412	5 531 292
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	13 403 909	14 489 510	1 473 346	13 415 287
Prêts (note 6)	4			151 475	151 475
Placements de portefeuille (note 7)	5			161 848	161 848
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		362 447		26 078
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	16 041 032	19 686 837	2 483 081	19 285 980
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	2 224 099	21 442	341 619	363 061
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	6 813 680	6 349 616	8 708 507	7 136 581
Revenus reportés (note 12)	13	14 619	19 368	1 981 260	2 000 628
Dette à long terme (note 13)	14	40 092 066	41 099 766	7 029 541	48 129 307
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	991 118		336 373	
	16	50 135 582	47 490 192	18 397 300	57 629 577
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(34 094 550)	(27 803 355)	(15 914 219)	(38 343 597)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	78 918 489	78 080 278	11 184 322	89 264 600
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19			424 266	424 266
Stocks de fournitures	20	71 435	81 370		81 370
Autres actifs non financiers (note 17)	21	212 395	217 337	27 339	244 676
	22	79 202 319	78 378 985	11 635 927	90 014 912
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	689 823	2 740 405	(7 970 181)	(1 972 927)
Excédent de fonctionnement affecté	24	62 500			
Réserves financières et fonds réservés	25	2 679 734	4 639 332	617 965	5 257 297
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	(88 456)	(68 791)	(290 616)	(359 407)
Financement des investissements en cours	27	(3 035 523)	(864 864)		(864 864)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	44 799 691	44 129 548	3 364 540	49 611 216
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	45 107 769	50 575 630	(4 278 292)	51 671 315

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 969 366	5 467 858	(2 668 214)	2 767 878
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	4 117 434	4 056 047	522 326	4 578 373
Autres					
- Perte sur radiation d'immobili	3		878 386	2 745 206	3 623 592
- Redressement	4	4 125 380			(276 433)
	5	11 212 180	10 402 291	599 318	10 693 410
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(4 285 973)	(1 085 601)	72 694	(1 012 907)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 213 173	(464 064)	291 830	(172 234)
Revenus reportés	9	(115 699)	4 749	123 982	128 731
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	157 573	(1 353 565)	336 369	(1 017 196)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(11 599)	(9 935)	8 739	(1 196)
Autres actifs non financiers	13	52 088	(4 942)	(9 280)	(14 222)
	14	8 221 743	7 488 933	1 423 652	8 604 386
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	4 210 657 ) (	4 096 220 ) (	372 069 ) (	4 468 289)
Produit de cession	16		1	48 275	48 276
	17	(4 210 657)	(4 096 219)	(323 794)	(4 420 013)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19			192 518	192 518
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 () () () ()
Cession	21			38 843	38 843
Variation nette des placements temporaires	22				
	23			231 361	231 361
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	8 601 000	4 972 159		4 972 159
Remboursement de la dette à long terme	25 (	3 609 838 ) (	3 871 767 ) (	1 011 739 ) (	4 529 766)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(7 712 709)	(2 202 657)	(27 713)	(2 230 370)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(39 353)	(92 693)	3 533	(89 160)
Autres					
-	28				
-	29				
	30	(2 760 900)	(1 194 958)	(1 035 919)	(1 877 137)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	1 250 186	2 197 756	295 300	2 538 597
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 386 937	2 637 123	(2 285 185)	2 992 695
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	2 637 123	4 834 879	(1 989 885)	5 531 292

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	12 895 883	6 696 500	11 089 920	12 094 491
Charges sociales	2	3 202 390	1 827 200	2 815 221	2 965 721
Biens et services	3	5 993 657	7 356 275	6 077 270	8 091 609
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	1 144 805	1 669 900	1 001 833	1 252 493
D'autres organismes municipaux	5	33 716		28 771	28 771
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	75 805		184 837	184 837
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	174 264	513 500	334 093	743 789
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9	1 638 316	4 657 225	2 442 912	733 958
Autres	10				
Autres organismes	11	204 828		219 219	219 219
Amortissement des immobilisations	12	4 117 434	3 723 100	4 056 047	4 578 373
Autres					
- Mauvaises créances	13	1 334 050	25 000	538 048	13 048
-	14				
-	15				
	16	30 815 148	26 468 700	28 788 171	30 906 309

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014
			Redressées note 20
Revenus			
Taxes	1	19 754 909	19 313 500
Compensations tenant lieu de taxes	2	488 499	465 228
Quotes-parts	3		
Transferts	4	3 596 414	3 583 989
Services rendus	5	9 151 093	10 955 566
Imposition de droits	6	927 809	830 288
Amendes et pénalités	7	733 616	771 323
Intérêts	8	365 419	254 989
Autres revenus	9	(1 343 572)	83 037
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		
	11	33 674 187	36 257 920
Charges			
Administration générale	12	4 100 877	4 157 852
Sécurité publique	13	9 400 308	10 849 718
Transport	14	4 929 682	5 567 136
Hygiène du milieu	15	4 930 655	4 700 465
Santé et bien-être	16	858 601	1 145 054
Aménagement, urbanisme et développement	17	941 549	900 908
Loisirs et culture	18	3 534 747	3 448 384
Réseau d'électricité	19		
Frais de financement	20	2 209 890	1 811 539
	21	30 906 309	32 581 056
Excédent (déficit) de l'exercice	22	2 767 878	3 676 864
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23	48 839 075	41 212 187
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24	64 362	3 950 024
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25	48 903 437	45 162 211
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26	51 671 315	48 839 075

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations	
		2015	2014 Redressées note 20
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 767 878	3 676 864
Variation des immobilisations			
Acquisition	2	(4 468 289)	(4 269 399)
Produit de cession	3	48 276	
Amortissement	4	4 578 373	4 728 066
(Gain) perte sur cession	5	3 623 891	
Réduction de valeur / Reclassement	6		
	7	3 782 251	458 667
Variation des propriétés destinées à la revente	8		
Variation des stocks de fournitures	9	(1 196)	(11 599)
Variation des autres actifs non financiers	10	(14 222)	74 515
	11	(15 418)	62 916
	12	6 534 711	4 198 447
Gains (pertes) de réévaluation nets	13		
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	6 534 711	4 198 447
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(44 538 047)	(53 133 484)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16	(340 261)	4 396 990
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(44 878 308)	(48 736 494)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(38 343 597)	(44 538 047)

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES GAINS ET PERTES DE RÉÉVALUATION
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
Gains (pertes) de réévaluation cumulés au début de l'exercice	19	
Gains (pertes) non réalisés attribuables aux éléments suivants :		
Dérivés	20	
Placements de portefeuille	21	
Autres		
-	22	
-	23	
Montants reclassés dans l'état des résultats		
-	24	
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	25	
Autre élément du résultat étendu présenté par les entreprises municipales	26	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés à la fin de l'exercice	27	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014 Redressé note 20
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	5 531 292	2 992 695
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	13 415 287	12 402 380
Prêts (note 6)	4	151 475	343 993
Placements de portefeuille (note 7)	5	161 848	264 220
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	26 078	
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	19 285 980	16 003 288
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	363 061	2 593 431
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	7 136 581	7 308 815
Revenus reportés (note 12)	13	2 000 628	1 871 897
Dette à long terme (note 13)	14	48 129 307	47 776 074
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		991 118
	16	57 629 577	60 541 335
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(38 343 597)	(44 538 047)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	89 264 600	93 066 494
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	424 266	
Stocks de fournitures	20	81 370	80 174
Autres actifs non financiers (note 17)	21	244 676	230 454
	22	90 014 912	93 377 122
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	51 671 315	48 839 075
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	24	51 671 315	48 839 075
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	25		
	26	51 671 315	48 839 075

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
			Redressées note 20
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 767 878	3 676 864
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	4 578 373	4 728 066
Autres			
- Perte sur radiation d'immobili	3	3 623 592	
- Redressement organisme	4	(276 433)	3 971 982
	5	10 693 410	12 376 912
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(1 012 907)	(3 204 538)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(172 234)	1 370 905
Revenus reportés	9	128 731	(11 407)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(1 017 196)	157 573
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(1 196)	(11 599)
Autres actifs non financiers	13	(14 222)	74 515
	14	8 604 386	10 752 361
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(4 468 289)	(4 269 399)
Produit de cession	16	48 276	
	17	(4 420 013)	(4 269 399)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19	192 518	191 857
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21	38 843	
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	231 361	191 857
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	4 972 159	8 601 000
Remboursement de la dette à long terme	25	(4 529 766)	(6 464 415)
Variation nette des emprunts temporaires	26	(2 230 370)	(7 619 483)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(89 160)	(34 277)
Autres			
-	28		
-	29		
	30	(1 877 137)	(5 517 175)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	2 538 597	1 157 644
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	2 992 695	1 835 051
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	5 531 292	2 992 695

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville est constituée en vertu de la Loi sur les cités et villes.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales présentés aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges, consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale et les partenariats reconnus comme commerciaux en vertu de principes comptables généralement reconnus sont présentés aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants dans les proportions indiquées :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>
Conseil Intermunicipal de transport des Laurentides	3,24%
Régie de traitement des eaux usées de Deux-Montagnes	49,08%
Régie de police du Lac des Deux-Montagnes	36,65%
Corporation du Manoir Grand-Moulin	100%
Fondation de la Corporation du Manoir Grand-Moulin	100%
Corporation Complexe sportif et culturel de Deux-Montagnes	100%

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférents. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sur les placements sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers sont comptabilisés au coût.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements

Les placements temporaires, qui sont constitués de dépôts à terme et d'autres titres, ainsi que les placements à long terme à titre d'investissement et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Placements

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les placements à long terme au coût sont dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidés des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recevabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructure	
Transport - construction chemin, trottoir, rue	40 ans
Transport - construction surfaçage d'origine	15 ans
Transport - éclairage de rues	20 ans
Transport - signaux de circulation	15 ans

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Transport - aménagements de parcs stat.	20 ans
Bâtiments	40 ans
Bâtiments - réparations majeures	15 ans
Bâtiments autres	30 ans
Améliorations locatives	30 ans
Véhicules - automobiles	10 ans
Véhicules lourds	20 ans
Ameublement et équipement informatique	5 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équip. - machinerie lourde	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - Unité mobile	20 ans
Machinerie, outillage et équip. - autres	10 ans

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charge à l'état des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

F) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;
- les congés de maladie accumulés par les employés.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 («la Loi»). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : répartition des prestations au prorata des services avec projection, à partir des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2015 selon la méthode suivante : valeur marchande.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans.

I) Instruments financiers

S/O

J) Autres éléments**Frais reportés liés à la dette à long terme**

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

3. Modification de méthodes comptables**Passif au titre des sites contaminés**

Au cours de l'exercice, la Ville a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260, « Passif au titre des sites contaminés ».

L'adoption de cette nouvelle norme, en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er avril 2014, n'a eu aucune incidence significative sur les états financiers de la Ville au 31 décembre 2015 et pour l'exercice terminé à cette date.

Paiements de transfert

Au cours de l'exercice, la Ville a modifié rétrospectivement la méthode de

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

comptabilisation des paiements de transfert relatifs à différents programmes d'aide concernant la construction d'immobilisations et d'autres dépenses financées ou devant être financées par emprunts dont certains travaux ont été réalisés. Antérieurement, la Ville ne constatait que la partie de la subvention qui était exigible et autorisée par le Parlement dans l'année financière du gouvernement, alors que les interprétations de la norme comptable sur les paiements de transfert indiquent que ces subventions doivent être comptabilisées lorsqu'elles sont autorisées par le cédant à la suite de l'exercice de son pouvoir habilitant et que la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Cette modification a entraîné, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2014, les ajustements suivants :

	Augmentation (diminution) \$
État de la situation financière	
Débiteurs - gouvernement du Québec et ses entreprises	5 555 824
Dette nette et excédent (déficit) accumulé	5 555 824
État des résultats	
Revenus - transferts	1 430 444
Excédent de l'exercice	1 430 444
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	4 125 379
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	5 555 824

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	1 294
Placements temporaires	2	
Placements de portefeuille	3	264 220

Note

5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	939 860	973 607
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	9 015 165	8 147 649
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	689 105	434 620
Organismes municipaux	8	1 005 291	1 346 268
Autres			
- Mutations, infractions	9	1 704 150	1 396 634
- Autres	10	61 716	103 602
	11	13 415 287	12 402 380

Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	7 168 082	1 825 077
Organismes municipaux	13	914 840	1 091 098
Autres tiers	14		
	15	8 082 922	2 916 175

Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	742 774	1 051 273
---	----	---------	-----------

Note

Des sommes à recevoir d'organisme contrôlés à 100% par la ville totalisant 2 236 320\$ (2 422 811\$ en 2014) net de provision de 5 373 980 \$(5 402 023\$ en 2014) sont incluses dans les débiteurs dans la colonne 'Administration municipale' de la Situation financière par organisme (p.S11). Dans la colonne 'Total consolidés' les sommes à recevoir sont nulles. Comptes tenu de la situation financière de ces organismes, la Ville n'est pas en mesure de déterminer si elle pourra récupérer la totalité des sommes à recevoir

6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
- Centre Jeunesse	19	90 000	270 000
- Garderie éducative l'enfant DO	20	61 475	73 993
	21	151 475	343 993

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		2015	2014
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23	161 848	264 220
	24	161 848	264 220

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	26 078	(991 118)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	()	()
	27	<u>26 078</u>	<u>(991 118)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	(221 090)	1 103 112
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	3 898	4 888
Régimes de retraite des élus municipaux	32	28 058	10 686
	33	<u>(189 134)</u>	<u>1 118 686</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34
Autres	35
	36

Note**10. Emprunts temporaires**

La Ville bénéficie d'une marge de crédit de 7 000 000 \$ portant intérêt au taux préférentiel et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit est inutilisée. Au 31 décembre 2015, le taux est de 2,7% (3 % en 2014).
Un organisme dispose d'une marge de crédit d'un montant maximum autorisé de 4 250 000 \$ (138 000\$ selon la quote-part) renouvelable en septembre 2018. Il porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par les comptes clients et autres créances. Au 31 décembre 2015, le solde de cette marge de crédit est de 2 140 000 \$(69 000\$ selon la quote-part).
Un organisme dispose d'un emprunt bancaire d'un montant maximum autorisé de 607 000 \$. Il porte intérêt au taux préférentiel et est garanti par un bâtiment. Au 31 décembre 2015, cette marge de crédit a un solde de 272 000\$.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	1 186 999	1 214 685
Salaires et avantages sociaux	38	2 735 321	3 338 427
Dépôts et retenues de garantie	39	206 604	490 579
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Organisme municipaux	43	2 717 116	1 920 615
- Intérêts courus sur la dette	44	290 541	340 434
- Autres courus et passifs	45		4 075
-	46		
-	47		
	48	<u>7 136 581</u>	<u>7 308 815</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****12. Revenus reportés**

Taxes perçues d'avance	49		
Transferts	50	11 467	4 850
Autres			
- Vente perçues d'avance	51	23 508	11 365
- Apport reporté	52	1 965 653	1 855 682
	53	2 000 628	1 871 897

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,95	4,00	2016	2034	54	42 843 446	41 667 969
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,00	4,00	2019	2019	58	655 856	819 412
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					60		
Autres	3,55	5,50	2024	2034	61	4 839 839	5 409 367
					62	48 339 141	47 896 748
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(209 834)	(120 674)
					64	48 129 307	47 776 074

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2015</u>			
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2016	65	73	3 820 705	81	90	576 029	98	4 396 734
2017	66	74	3 951 917	82	91	473 773	99	4 425 690
2018	67	75	3 635 004	83	92	491 685	100	4 126 689
2019	68	76	19 735 163	84	93	397 845	101	20 133 008
2020	69	77	1 229 750	85	94	412 733	102	1 642 483
2021 et +	70	78	10 470 907	86	95	3 143 630	103	13 614 537
	71	79	42 843 446	87	96	5 495 695	104	48 339 141
Intérêts et frais accessoires				88	()		105	()
	72	80	42 843 446	89	97	5 495 695	106	48 339 141

Note

		2015	2014
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	107	(36 169 270)	(40 036 418)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	(1 442 065)	(3 414 420)
Autres	109	(732 262)	(1 087 209)
	110	(38 343 597)	(44 538 047)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	31 118 479	139	903 137	166	(2 283 584)	193	34 305 200
Eaux usées	112	35 419 247	140	961 588	167	(742 197)	194	37 123 032
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	33 544 517	141	764 995	168	(114 454)	195	34 423 966
Autres	114	3 973 583	142		169		196	3 973 583
Réseau d'électricité	115		143		170		197	
Bâtiments	116	30 559 862	144	149 906	171	3 492 860	198	27 216 908
Améliorations locatives	117	13 413	145	3 719	172		199	17 132
Véhicules	118	6 459 884	146	378 646	173	1 904 992	200	4 933 538
Ameublement et équipement de bureau	119	4 119 567	147	306 343	174	1 022 010	201	3 403 900
Machinerie, outillage et équipement divers	120	5 444 128	148	366 393	175	1 020 346	202	4 790 175
Terrains	121	4 060 318	149	95 000	176	424 266	203	3 731 052
Autres	122		150		177		204	
	123	<u>154 712 998</u>	151	<u>3 929 727</u>	178	<u>4 724 239</u>	205	<u>153 918 486</u>
Immobilisations en cours	124	<u>3 406 196</u>	152	<u>538 562</u>	179	<u>3 344 186</u>	206	<u>600 572</u>
	125	<u>158 119 194</u>	153	<u>4 468 289</u>	180	<u>8 068 425</u>	207	<u>154 519 058</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126	7 761 599	154	939 516	181		208	8 701 115
Eaux usées	127	12 690 285	155	1 026 095	182	(194 751)	209	13 911 131
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	22 088 458	156	942 678	183		210	23 031 136
Autres	129	733 214	157	109 025	184		211	842 239
Réseau d'électricité	130		158		185		212	
Bâtiments	131	10 633 582	159	829 724	186	1 298 866	213	10 164 440
Améliorations locatives	132	7 085	160	1 799	187		214	8 884
Véhicules	133	3 671 183	161	301 154	188	1 569 973	215	2 402 364
Ameublement et équipement de bureau	134	3 659 671	162	177 800	189	949 506	216	2 887 965
Machinerie, outillage et équipement divers	135	3 807 623	163	250 582	190	753 021	217	3 305 184
Autres	136		164		191		218	
	137	<u>65 052 700</u>	165	<u>4 578 373</u>	192	<u>4 376 615</u>	219	<u>65 254 458</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>93 066 494</u>					220	<u>89 264 600</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224		226		228	
Amortissement cumulé	222	(_____)	225	(_____)	227	(_____)	229	(_____)
Valeur comptable nette	223	<u>_____</u>					230	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233	424 266	
	234	424 266	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236	424 266	

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	244 676	230 454
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	244 676	230 454

Note**18. Obligations contractuelles**

La Ville est engagée en vertu de contrats de services de déneigement, d'enlèvement des matières recyclables, de nettoyage de puisards, de location d'équipement et de contrats envers des transporteurs échéant à différentes dates jusqu'en 2033, pour une somme totale de 5 514 000 \$. Les paiements exigibles en vertu de ces contrats pour les cinq prochains exercices financiers se détaillent comme suit :

2016	898 000 \$
2017	869 000 \$
2018	844 000 \$
2019	830 000 \$
2020	827 000 \$

19. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

Aucun

b) Auto-assurance

Non applicable

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

c) Poursuites

Dans le cours normal de ses activités, la Ville est exposée à diverses actions et réclamations. La direction estime que les règlements à venir de ces réclamations n'influenceront pas de façon sensible la situation financière. Par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée.

d) Autres

Événement subséquent

Subséquemment à la fin de l'exercice, la Ville et un organisme, soit la Corporation du Manoir Grand-Moulin, ont disposé de terrains pour un montant totalisant 1 703 000\$.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

Les impacts de la modification de méthode comptable concernant les subventions pluriannuelles du Gouvernement du Québec sont décrits à la note 3. Modification de méthodes comptables.

De plus, les différents redressements aux exercices antérieurs inclus au rapport financier sont expliqués par la variation des pourcentages de consolidation d'un des partenariats auxquels participe la municipalité par rapport à ceux de l'exercice précédent.

21. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers net (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

22. Instruments financiers

S/O

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015	2014
Encaisse	241	5 531 292	2 992 695
Découvert bancaire	242	()	()
Placements temporaires	243		
<i>Ajouter</i>			
-	244		
-	245		
-	246		
-	247		
<i>Déduire</i>			
-	248	()	()
-	249	()	()
-	250	()	()
-	251	()	()
-	252	()	()
-	253	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	5 531 292	2 992 695

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dette à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	282	
Revenus sur les prêts aux entreprises	283	
Autres revenus	284	
	285	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts	286	
Variation de la provision pour moins-value	287	
	288	
Intérêts sur la dette à long terme	289	
Autres charges	290	
	291	
Excédent (déficit) de l'exercice	292	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Encaisse	293	
Placements de portefeuille	294	
Débiteurs	295	
Prêts aux entreprises	296	
Provision pour moins-value	297	() ()
	298	
	299	
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	300	
Revenus reportés	301	
Dette à long terme	302	
	303	
Solde du Fonds local de solidarité		
Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304	
Excédent (déficit) non affecté	305	
	306	

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307	
Supportant les engagements de prêts	308	
	309	

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Risques environnementaux

Les opérations de la Ville sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

Fonds de roulement

La Ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 500 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

Opération de restructuration

Suite à la fin du contrat de desserte du Service de police par la ville de Deux-Montagnes pour les municipalités de Sainte-Marthe-sur-le-Lac, Pointe-Calumet et St-Joseph-du-lac, les 4 villes (municipalités) se sont entendues pour la création d'une régie intermunicipale pour l'organisation, l'opération et l'administration d'un corps de police commun, soit la Régie de police du Lac des Deux-Montagnes (ci-après la Régie). La Régie est donc dans le périmètre comptable de la Ville et est sous le contrôle des quatre villes.

Les opérations de la Régie, ont débuté le 20 septembre 2015.

La Ville a donc transféré les actifs et passifs à la Régie, soit les immobilisations et les charges à payer. Aucune compensation n'a été reçue de la Régie. Les immobilisations ont été transférées à la valeur comptable soit 765 660 \$, la perte a été comptabilisée dans les autres revenus. Les charges à payer de 1 033 000 \$ ont été transférées à la Régie en contrepartie de 1 033 000 \$.

De plus, suite à la création de la Régie, le promoteur du Régime de retraite des policiers est maintenant la Régie. Pour les employés, autres que les policiers, ceux-ci participent au Régime de retraite des employés de la Ville de Deux-Montagnes. Une entente entre les deux parties précise que la Ville et la Régie sont responsables des déficits du Régime de retraites des employés de la Ville de Deux-Montagnes pour leurs employés respectifs. Ces transactions ont donc créé un gain net découlant d'un règlement de régime d'un montant de 1 410 240\$ (page S24 ligne 28) inclus dans les autres revenus de la Ville. Une compensation de 103 699\$ a été payée par la Ville de Deux-Montagnes pour compenser des sommes qui avaient été chargées relativement aux régimes de retraite pour les années précédentes, ce montant est inclus dans les frais de financement.

Les revenus de services rendus et les charges de sécurité publique liés aux responsabilités transférées, compris dans l'état des résultats colonne administration municipale, sont d'un montant de 4 000 000 \$ et de 4 150 000 \$ respectivement pour 2015.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 (1 972 927)	(3 772 003)
Excédent de fonctionnement affecté	2	62 500
Réserves financières et fonds réservés	3 5 257 297	3 292 495
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (359 407 ) (	( 88 456)
Financement des investissements en cours	5 (864 864)	(3 035 523)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 49 611 216	52 380 062
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	
	8 51 671 315	48 839 075
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 2 740 404	689 823
Organismes contrôlés	10 (4 713 331)	(4 461 826)
	11 (1 972 927)	(3 772 003)
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Solde dette gare vendue	12	62 500
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
-	17	
-	18	
-	19	
-	20	
	21	62 500
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
-	23	
-	24	
	25	
	26	62 500
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
- Élection	27 110 999	60 999
- CITL	28 500 000	340 929
- Manoir (SHQ)	29 526 864	170 262
- Autres	30 2 226 013	1 261 006
-	31	
	32 3 363 876	1 833 196
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33 838 969	743 661
Fonds parcs et terrains de jeux	34 298 384	142 091
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35	
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 756 068	573 547
Financement des activités de fonctionnement	38	
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres		
-	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 1 893 421	1 459 299
	46 5 257 297	3 292 495

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 (68 791)	(88 456)
Intérêts sur la dette à long terme	48 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 ()	()
Régimes non capitalisés	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (290 616)	()
Régimes non capitalisés	53 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 ()	()
Autres	59 ()	()
-	60 ()	()
-	61 (359 407)	(88 456)
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 ()	()
Autre financement	63 ()	()
-	64 (359 407)	(88 456)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 37 031	37 031
Investissements à financer	66 (901 895)	(3 072 554)
-	67 (864 864)	(3 035 523)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 89 264 600	93 066 494
Propriétés destinées à la revente	69 424 266	
Prêts	70 151 475	343 993
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
-	73 89 840 341	93 410 487
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 48 129 307	47 776 074
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 209 834	120 674
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 (8 103 651)	(6 866 323)
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 (6 364)	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 (12 729)	()
-	79 40 229 125	41 030 425
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80	
-	81 40 229 125	41 030 425
-	82 49 611 216	52 380 062

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>2</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 est requise par la Loi pour tous les régimes visés.

Un processus prévoit une période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements qui seront apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel sera prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que, selon les conditions prévues par la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 sera requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015.

La Loi prévoit divers éléments visant les modalités du service antérieur et celles du service postérieur. Sans être une liste exhaustive, voici les principaux changements prévus à la Loi.

Pour le service antérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Partage du déficit attribuable aux participants actifs entre la municipalité et les participants actifs (portion entre 45 % et 50 % aux participants actifs);
- Suspension possible de l'indexation automatique des rentes des participants retraités à compter de 2017 selon certaines conditions prévues par la Loi (incluant une décision de la municipalité prise à cet effet avec convocation des retraités à une assemblée).

Pour le service postérieur :

- Élimination de l'indexation automatique de la rente de retraite et de la prestation additionnelle pour les participants actifs;
- Plafonnement de la cotisation d'exercice à 18 % ou 20 % de la masse salariale, selon le groupe d'employés concernés, sujet à certains ajustements haussiers prévus par la Loi;
- Partage à 50/50 de la cotisation d'exercice entre les participants actifs et la municipalité;
- Partage à 50/50 des déficits liés au service postérieur entre les participants actifs et la municipalité;
- Mise en place d'un fonds de stabilisation auquel des cotisations d'au moins 10 % de la cotisation d'exercice seront versées (parts égales entre les participants actifs et la municipalité).

Application de la Loi aux régimes de la municipalité et ses entités consolidées

La municipalité et ses entités consolidées participent à 2 régimes de retraite qui sont visés par la Loi, dont un fait l'objet du processus de négociations dès février 2015 et un est admissible au report. Les incidences de ces modifications pour la municipalité aux

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

résultats de 2015 sont résumées ci-après :

Élimination de l'indexation automatique des rentes de retraite et de la prestation additionnelle des participants actifs (a) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : 0 \$ (déjà considéré en 2014);
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 0 \$ (déjà considéré en 2014);
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

Partage du déficit des participants actifs, au-delà de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle (b) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : (109 392 \$);
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 109 392 \$;
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

Partage du déficit des participants retraités (c) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : S.O.
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : S.O.
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : aucune.

Plafond du service courant (d) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : (25 771 \$);
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 13 065 \$ (équivalent aux pertes actuarielles nettes pour le service à compter du 1er janvier 2014 pour le régime de retraite des employés de la Ville de Deux-Montagnes);
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (25 862 \$).

Partage du service courant (e) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

Partage du déficit lié au service postérieur (e) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

Cotisation au fonds de stabilisation (e) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : aucune;
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : aucune;
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : S.O.

Grand total des incidences (f) :

- Incidence sur le coût des services passés (f) : (135 163 \$);
- Pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie (g) : 122 457 \$;
- Incidence sur le coût du service courant de l'exercice : (25 862 \$).

(a) Le coût des services passés représente l'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle. Tel que prévu à la Loi, si la valeur dépasse la part de déficit qui doit être assumée par les participants actifs, une réserve doit être maintenue pour l'excédent. La réserve, s'il y a lieu, est établie en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45 % assumé par les participants actifs, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. L'élimination de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle affecte également le coût du service courant.

(b) Le coût des services passés est établi en fonction d'une hypothèse d'un partage de 45% assumé par les participants, ce qui correspond au seuil minimal exigé par la Loi. Il représente la part de déficit pris en charge par les participants actifs qui dépasse, s'il y a lieu, la valeur de l'indexation automatique et de la prestation additionnelle éliminées. Toutefois, dans l'évaluation au 31 décembre 2015, les coupures reflètent les

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ententes aux fins de la restructuration prévue à la Loi 15, en cours de finalisation, pour le régime de retraite des employés de la Ville de Deux-Montagnes. Pour les régimes avec report, le coût est établi en considérant la valeur minimale entre la situation financière selon l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 et le meilleur estimé de la situation financière au 31 décembre 2014, obtenue par extrapolation de l'obligation au titre des prestations constituées du 31 décembre 2013 et en considérant la valeur réelle de l'actif au 31 décembre 2014.

(c) Les incidences du partage du déficit des participants retraités n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2015, puisque ce partage dépend notamment d'une décision future de la municipalité et de la situation financière du régime en date du 31 décembre 2015.

(d) L'incidence du plafond du service courant est établie pour les régimes sans report en considérant la différence entre 1) le plafond établi selon les modalités de la Loi puisque reflété dans l'exercice précédent et 2) le service courant prévu actuellement au régime, suite aux ententes en cours de finalisation. Comme les coupures des ententes sont plus importantes que celles prévues par la loi, cela a une incidence sur le coût des services passés, en plus d'en avoir une sur le coût du service courant 2015.

(e) Ces modalités n'ont pas d'incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2015, puisque le partage n'a aucune incidence sur le coût des services passés et sur le coût du service courant de l'exercice, et que les cotisations au fonds de stabilisation débuteront en 2016.

(f) Le total des incidences sur le coût des services passés devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 20 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

(g) Le total des pertes actuarielles nettes constatées en contrepartie devrait correspondre au montant inscrit à la ligne 26 de la page S24-1 (sauf s'il y a d'autres modifications au cours de l'exercice).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (991 118)	(833 545)
Charge de l'exercice	5 ((221 090))	(1 103 112)
Cotisations versées par l'employeur	6 796 106	945 539
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>26 078</u>	<u>(991 118)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 29 461 207	43 114 744
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>29 985 527</u>)	(<u>43 258 410</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (524 320)	(143 666)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>551 444</u>	<u>(847 452)</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 27 124	(991 118)
Provision pour moins-value	13 (<u>1 046</u>)	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>26 078</u>	<u>(991 118)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>2</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 <u>28 397 619</u>	<u>19 314 733</u>
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>28 928 959</u>)	(<u>19 565 486</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>531 340</u>)	(<u>250 753</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 705 672	1 842 559
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 <u>8 334 566</u>	<u>(238 691)</u>
	21 10 040 238	1 603 868
Cotisations salariales des employés	22 (824 016)	(855 852)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (<u>8 136 769</u>)	()
	24 1 079 453	748 016
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 14 726	111 809
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 122 457	238 692
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 (1 410 240)	
Variation de la provision pour moins-value	29 1 046	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>(192 558)</u>	<u>1 098 517</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 2 315 705	2 353 933
Rendement espéré des actifs	34 (<u>2 344 237</u>)	(<u>2 349 338</u>)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>(28 532)</u>	<u>4 595</u>
Charge de l'exercice	36 <u>(221 090)</u>	<u>1 103 112</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 500 369	3 811 293
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (2 344 237)	(2 349 338)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 (1 843 868)	1 461 955
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 418 701	1 069 590
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (1 004 395)	1 503 698
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43 197 123	454 808
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44 119 015	84 514
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 277 763	703 133
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 6,00 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56	57	58

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 ()	()
Charge de l'exercice	60 ()	()
Prestations ou primes versées par l'employeur	61	
Passif à la fin de l'exercice	62 ()	()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 ()	()
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 ()	()

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 1

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	<u>3 898</u>	<u>4 888</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 94 Oui
 95 Non

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96	<u>24</u>	<u>24</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM 97	<u>8 323</u>	<u>8 256</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 98	28 058	10 686
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 99		
100	<u>28 058</u>	<u>10 686</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale

Dettes à long terme	1	41 308 280
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	901 896
---------------------------------------	---	---------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	668 110
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	7 357 550
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	1 442 065
---	---	-----------

Autres montants	10	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	37 031
--	----	--------

Autres	12	
--------	----	--

-	13	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	32 705 420
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	4 164 604
--	----	-----------

Endettement net à long terme	16	36 870 024
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	17	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	18	84 028
---------------------------	----	--------

Autres organismes	19	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	20	36 954 052
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	36 954 052
---	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	
---	----	--

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	13 777 412	13 757 229	13 492 511	13 082 706
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	564 588	564 842	564 842	584 257
Activités de fonctionnement	3				66
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	14 342 000	14 322 071	14 057 353	13 667 029
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	1 270 000	1 281 300	1 281 300	1 275 157
Égout	11	1 220 000	1 228 256	1 228 256	1 221 971
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	1 105 000	1 114 875	1 114 875	1 108 200
Autres					
-transport en commun	14	618 000	632 795	632 795	554 929
-piscine	15	57 000	56 142	56 142	823 175
-déneigement	16	823 000	830 071	830 071	57 394
Centres d'urgence 9-1-1	17		69 331	69 331	74 865
Service de la dette	18	510 000	484 786	484 786	530 780
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	5 603 000	5 697 556	5 697 556	5 646 471
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	5 603 000	5 697 556	5 697 556	5 646 471
	26	19 945 000	20 019 627	19 754 909	19 313 500

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28			
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	8 723	10 687	9 558
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	390 277	477 812	455 670
	35	399 000	488 499	465 228
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	399 000	488 499	465 228
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42			
Taxes d'affaires	43			
	44			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	399 000	488 499	465 228

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	19 340	19 340	2 100
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59	32 700	32 700	
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		408 437	537 764
Transport adapté	61		45 779	53 454
Transport scolaire	62			
Autres	63		43 262	39 309
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	220 300	71 097	367 155
Réseau de distribution de l'eau potable	68			113 000
Traitement des eaux usées	69		71 097	25 028
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	150 000	147 959	145 010
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72	90 000	204 986	186 675
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77		9 941	
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79		186 844	164 907
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	145 600	24 273	146 193
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	99 100	68 376	65 670
Autres	88	1 500		
Réseau d'électricité	89			
	90	706 500	649 769	1 355 470
				1 846 265

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	365 000	375 221	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			28 075
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	909 655	909 655	715 221
Réseau de distribution de l'eau potable	107	78 700	78 700	279 207
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109	437 368	437 368	715 221
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	440 000	440 000	
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	2 230 723	2 240 944	1 737 724

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138			
TOTAL DES TRANSFERTS	139	706 500	2 880 492	3 596 414
				3 583 989

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140	673 400	604 773	623 236
Évaluation	141			
Autres	142	20 000	963	963
	143	693 400	605 736	623 236
Sécurité publique				
Police	144		3 948 556	5 740 952
Sécurité incendie	145	1 122 700	937 995	757 337
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	1 122 700	4 886 551	6 498 289
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	81 500	18 867	18 867
Enlèvement de la neige	150	2 000		
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	83 500	18 867	18 867
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167			
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176			
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179			
Réseau d'électricité	180			
	181	1 899 600	5 511 154	7 121 525

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	912 000	924 304	714 995
Sécurité publique	183	113 100	132 532	134 701
Transport				
Réseau routier	184			213 874
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		413 977	531 731
Transport adapté	186		24 556	29 114
Transport scolaire	187			
Autres	188		26 546	31 553
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	53 000	100 749	71 648
Santé et bien-être	191	180 000	180 000	1 036 342
Aménagement, urbanisme et développement	192	10 200	212 481	130 802
Loisirs et culture	193	763 700	684 695	939 281
Réseau d'électricité	194			
	195	2 032 000	2 234 761	3 834 041
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	3 931 600	7 745 915	10 955 566
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	24 000	43 044	59 005
Droits de mutation immobilière	198	695 000	884 765	771 283
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200			
	201	719 000	927 809	830 288
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	582 500	665 677	771 323
INTÉRÊTS	203	65 000	445 649	254 989
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(878 386)	(3 623 891)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211		1 960 747	83 037
	212		1 082 361	83 037

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Réalizations 2015	Réalizations 2014	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	309 100	299 338	405	299 743	299 743	272 165
Application de la loi	2	1 360 800	1 345 778	1 500	1 347 278	1 347 278	1 185 305
Gestion financière et administrative	3	1 566 400	1 909 760	208 618	2 118 378	1 721 765	2 006 973
Greffe	4	396 900	346 020	100	346 120	346 120	376 769
Évaluation	5	336 000	352 197		352 197	352 197	214 387
Gestion du personnel	6						
Autres	7	93 400	33 774		33 774	33 774	102 253
	8	4 062 600	4 286 867	210 623	4 497 490	4 100 877	4 157 852
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	3 846 800	7 401 211	191 649	7 592 860	7 662 466	9 257 217
Sécurité incendie	10	2 028 000	1 514 081	210 298	1 724 379	1 724 379	1 584 664
Sécurité civile	11	2 700	2 768	463	3 231	3 231	1 032
Autres	12	2 000	5 830	4 402	10 232	10 232	6 805
	13	5 879 500	8 923 890	406 812	9 330 702	9 400 308	10 849 718
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 409 000	1 542 621	1 052 222	2 594 843	2 594 843	2 691 648
Enlèvement de la neige	15	546 500	376 937	26 736	403 673	403 673	484 858
Éclairage des rues	16	140 000	122 008	83 969	205 977	205 977	227 147
Circulation et stationnement	17	64 800	50 102	22 706	72 808	72 808	75 584
Transport collectif							
Transport en commun	18	946 600	456 709	9 264	465 973	1 652 381	2 087 899
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	3 106 900	2 548 377	1 194 897	3 743 274	4 929 682	5 567 136

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	811 300	836 520	412 639	1 249 159	1 193 699
Réseau de distribution de l'eau potable	24	275 900	349 506	318 297	667 803	447 546
Traitement des eaux usées	25	526 000	527 092	464 842	991 934	729 004
Réseaux d'égout	26	582 900	563 275	486 346	1 049 621	967 380
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	412 300	408 372		408 372	384 847
Élimination	28	395 300	399 410		399 410	367 784
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	283 500	264 887		264 887	251 466
Tri et conditionnement	30	58 600	58 970		58 970	79 298
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33	72 700	58 918		58 918	61 454
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38			1 190	1 190	1 190
Autres	39			14 855	14 855	217 987
	40	3 418 500	3 466 950	1 698 169	5 165 119	4 700 465
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	205 000	245 425	175	245 600	1 121 955
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	25 100	28 033		28 033	23 099
	44	230 100	273 458	175	273 633	1 145 054
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	881 600	885 142	21 552	906 694	866 268
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	11 700	10 929	23 926	34 855	34 640
	52	893 300	896 071	45 478	941 549	900 908

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	630 100	611 578	485 386	1 096 964	1 096 964	1 059 203
Patinoires intérieures et extérieures	54	650 300	332 830		332 830	580 707	715 986
Piscines, plages et ports de plaisance	55	84 100	91 227		91 227	91 227	79 104
Parcs et terrains de jeux	56	908 000	1 058 504		1 058 504	1 058 504	867 451
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	65 500	62 124		62 124	62 124	54 740
	60	2 338 000	2 156 263	485 386	2 641 649	2 889 526	2 776 484
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	623 000	620 177	14 507	634 684	634 684	660 500
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	10 300	10 537		10 537	10 537	11 400
	66	633 300	630 714	14 507	645 221	645 221	671 900
	67	2 971 300	2 786 977	499 893	3 286 870	3 534 747	3 448 384
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	1 669 900	1 215 441		1 215 441	1 461 807	1 619 964
Autres frais	70					4 294	3 762
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	320 000	310 125		310 125	310 125	
Autres	72	193 500	23 968		23 968	433 664	187 813
	73	2 183 400	1 549 534		1 549 534	2 209 890	1 811 539
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	3 723 100	4 056 047	(4 056 047)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil municipale de la Ville de Deux-Montagnes

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville de Deux-Montagnes (ci-après la « Ville »). Ce taux a été établi par la direction de la Ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »)

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

/s/ Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.
Laval
CPA Auditeur, CA permis de comptabilité publique no A119220

DATE 2016-07-05

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions 1 20 019 627

Ajouter

Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité
municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM 2

Déduire

Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement
et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente
de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la
Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92
et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales
(chapitre C-47.1) 3

Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM 4

Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM 5

Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM 6

Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement
avant l'échéance 7

Dotation de l'exercice à la provision pour contestations
d'évaluations foncière et locative

Montant relatif aux taxes foncières 8

Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative 9 10

Revenus de taxes 11 20 019 627

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	20 019 627
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>20 019 627</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	921 928		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	69 331		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>991 259</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>19 028 368</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1	<u>1 446 081 300</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2	<u>1 450 841 300</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>1 448 461 300</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>19 028 368</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>1 448 461 300</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6	| 1 | , | 3 | 1 | 3 | 7 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 625 000	980 686	2 813 960
Usines de traitement de l'eau potable	2			181 778
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	655 000	1 379 179	1 379 179
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	475 000	364 980	422 754
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8	175 000	164 878	16 480
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	415 000	235 137	
Autres infrastructures	11			2 821
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	55 000	43 422	266 927
Édifices communautaires et récréatifs	14	28 000	149 906	269 134
Améliorations locatives	15			3 719
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16	200 000		
Autres	17		202 587	124 552
Ameublement et équipement de bureau	18		201 235	69 636
Machinerie, outillage et équipement divers	19	375 000	279 210	101 357
Terrains	20		95 000	
Autres	21			
	22	5 003 000	4 096 220	4 269 399

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23		980 686	2 813 960
Usines de traitement de l'eau potable	24			181 778
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26		1 379 179	1 379 179
Autres infrastructures	27		764 995	442 055
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33		971 360	831 606
	34		4 096 220	4 269 399

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	41 667 969	4 972 159	3 796 682	42 843 446
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	819 412		163 556	655 856
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	5 409 367		569 528	4 839 839
	7	47 896 748	4 972 159	4 529 766	48 339 141
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	753 399		85 289	668 110
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	4 735 665	819 959	409 085	5 146 539
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	35 298 291	828 086	3 859 134	32 267 243
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	40 787 355	1 648 045	4 353 508	38 081 892
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	1 825 077	5 343 005		7 168 082
Organismes municipaux	17	1 091 098		176 258	914 840
Autres tiers	18				
	19	2 916 175	5 343 005	176 258	8 082 922
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21	2 916 175	5 343 005	176 258	8 082 922
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22	4 193 218	(2 751 153)		1 442 065
Prêts	23				
Autres	24		732 262		732 262
	25	7 109 393	3 324 114	176 258	10 257 249
	26	47 896 748	4 972 159	4 529 766	48 339 141
Dettes en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	47 896 748	4 972 159	4 529 766	48 339 141

Note

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	20 335	20 335	17 855
Sécurité publique				
Police	4	2 825 325	1 092 350	233 738
Sécurité incendie	5		13 700	13 700
Sécurité civile	6			
Autres	7			24 394
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	945 000	447 142	123 892
Autres	10			204 085
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	526 600	527 092	
Matières résiduelles	12			
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	360 300	342 293	342 293
Autres	21			323 292
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	4 657 225	2 442 912	733 958
				569 626

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	16,00	33,50	1 477 419	422 106	1 899 525
Professionnels	2		33,50			
Cols blancs	3	42,00	33,50	2 431 507	603 354	3 034 861
Cols bleus	4	52,00	38,00	2 457 153	604 100	3 061 253
Policiers	5	50,00	35,00	3 740 938	1 034 621	4 775 559
Pompiers	6	30,00	36,00	774 469	108 520	882 989
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	190,00		10 881 486	2 772 701	13 654 187
Élus	9	7,00		208 434	42 520	250 954
	10	197,00		11 089 920	2 815 221	13 905 141

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	71 097	909 655			980 752
Réseau de distribution de l'eau potable	13			55 090		55 090
Traitement des eaux usées	14	71 097				71 097
Réseaux d'égout	15		437 368			437 368
Autres	16	507 575	265 110	563 500		1 336 185
	17	649 769	1 612 133	618 590		2 880 492

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	1 345 778	27	1 500	53	1 347 278	79	604 773	105	742 505	131
Évaluation	2	352 197	28		54	352 197	80		106	352 197	132
Autres	3	2 588 892	29	209 123	55	2 798 015	81	925 267	107	1 872 748	133 449 447
	4	4 286 867	30	210 623	56	4 497 490	82	1 530 040	108	2 967 450	134 449 447
Sécurité publique											
Police	5	7 401 211	31	191 649	57	7 592 860	83	4 081 088	109	3 511 772	135 19 889
Sécurité incendie	6	1 514 081	32	210 298	58	1 724 379	84	937 995	110	786 384	136 33 409
Sécurité civile	7	2 768	33	463	59	3 231	85		111	3 231	137
Autres	8	5 830	34	4 402	60	10 232	86		112	10 232	138
	9	8 923 890	35	406 812	61	9 330 702	87	5 019 083	113	4 311 619	139 53 298
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	1 542 621	36	1 052 222	62	2 594 843	88	18 867	114	2 575 976	140 269 421
Enlèvement de la neige	11	376 937	37	26 736	63	403 673	89		115	403 673	141 21 111
Autres	12	172 110	38	106 675	64	278 785	90		116	278 785	142
Transport collectif	13	456 709	39	9 264	65	465 973	91		117	465 973	143
Autres	14		40		66		92		118		144 8 393
	15	2 548 377	41	1 194 897	67	3 743 274	93	18 867	119	3 724 407	145 298 925
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	836 520	42	412 639	68	1 249 159	94		120	1 249 159	146 196 106
Réseau de distribution de l'eau potable	17	349 506	43	318 297	69	667 803	95	80 266	121	587 537	147 233 464
Traitement des eaux usées	18	527 092	44	464 842	70	991 934	96		122	991 934	148
Réseaux d'égout	19	563 275	45	486 346	71	1 049 621	97		123	1 049 621	149 121 043
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	807 782	46		72	807 782	98	20 125	124	787 657	150
Matières recyclables	21	382 775	47		73	382 775	99	358	125	382 417	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24		50	1 190	76	1 190	102		128	1 190	154
Autres	25		51	14 855	77	14 855	103		129	14 855	155
	26	3 466 950	52	1 698 169	78	5 165 119	104	100 749	130	5 064 370	156 550 613

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	245 425	172	175	187	245 600	202	180 000	217	65 600	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	28 033	174		189	28 033	204		219	28 033	234
	160	273 458	175	175	190	273 633	205	180 000	220	93 633	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	885 142	176	21 552	191	906 694	206	212 481	221	694 213	236 23 720
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163		178		193		208		223		238
Autres	164	10 929	179	23 926	194	34 855	209		224	34 855	239
	165	896 071	180	45 478	195	941 549	210	212 481	225	729 068	240 23 720
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	2 156 263	181	485 386	196	2 641 649	211	664 042	226	1 977 607	241 139 322
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	620 177	182	14 507	197	634 684	212	20 653	227	614 031	242 34 209
Autres	168	10 537	183		198	10 537	213		228	10 537	243
	169	2 786 977	184	499 893	199	3 286 870	214	684 695	229	2 602 175	244 173 531
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	23 182 590	186	4 056 047	201	27 238 637	216	7 745 915	231	19 492 722	246 1 549 534

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	4 096 038	4 084 234
Frais de financement	4	182	126 423
Autres	5		
	6	4 096 220	4 210 657

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	689 823	995 596
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		(533 054)
Solde redressé au début de l'exercice	3	689 823	462 542
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	1 840 582	227 281
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7		
Réserves financières et fonds réservés	8	210 000	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	2 050 582	227 281
Solde à la fin de l'exercice	12	2 740 405	689 823
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	62 500	122 700
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	62 500	122 700
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(62 500)	(60 200)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18		
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(62 500)	(60 200)
Solde à la fin de l'exercice	22		62 500
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	2 679 734	1 533 478
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	2 679 734	1 533 478
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	2 138 756	1 318 266
Activités d'investissement	27	(163 870)	(512 558)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	(210 000)	
Financement des investissements en cours	29	194 712	340 548
	30	1 959 598	1 146 256
Solde à la fin de l'exercice	31	4 639 332	2 679 734

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 (88 456)	(342 135)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 (88 456)	(342 135)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ	40 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement	49 19 665	253 679
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	50	
	51 19 665	253 679
Solde à la fin de l'exercice	52 (68 791)	(88 456)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 (3 035 523)	(9 712 979)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 (3 035 523)	(9 712 979)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	56 2 365 371	7 018 004
Virements		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	57	
Excédent de fonctionnement affecté	58	
Réserves financières et fonds réservés	59 (194 712)	(340 548)
	60 2 170 659	6 677 456
Solde à la fin de l'exercice	61 (864 864)	(3 035 523)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 44 799 691	45 416 364
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	2 728 273
Solde redressé au début de l'exercice	64 44 799 691	48 144 637
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	65	
Excédent de fonctionnement affecté	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 (670 143)	(3 344 946)
Solde à la fin de l'exercice	68 44 129 548	44 799 691

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>1 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>1 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>1 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 54 167	2	3	4	5 () 6	7	54 167
Montant réservé pour le service de la dette	8 419 222	9	10	11	12 () 13 194 712	14	613 934
	15 473 389	16	17	18	19 () 20 194 712	21	668 101

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 8 | □ 8 | □ 5 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 8 | □ 9 | □ 5 | □ 3 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 2 , □ 7 | □ 6 | □ 6 | □ 4 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 2 , □ 7 | □ 6 | □ 6 | □ 4 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 8 | □ 8 | □ 5 | □ 3 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	1 | 6 | 9 | , | 0 | 0 |	\$
Égout	2	1 | 6 | 3 | , | 0 | 0 |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	1 | 5 | 0 | , | 0 | 0 |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Transport en commun	85,0000	4	
Piscines hors terre	25,0000	4	
Piscines excavées	35,0000	4	
Déneigement	115,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	8 847 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		22 <input checked="" type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input checked="" type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 803 Chemin Oka
(no) (rue)
Deux-Montagnes J7R 1L8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 473-2796
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 473-3412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jguindon@ville.deux-montagnes.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Julie Guindon

Téléphone (450) 473-2796
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 473-3412
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jguindon@ville.deux-montagnes.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Raymond Chabot Grant Thorton

Titre Associé

Adresse 2500 Daniel Johnson, suite 300
(no) (rue)
Laval H7T 2P6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (514) 382-0270
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (514) 875-9797
(ind. rég.) (numéro)

Courriel joly.alexandre@rcgt.com

Responsable du dossier Alexandre Joly

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Julie Guindon , atteste que le rapport financier consolidé de Deux-Montagnes pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-07-07 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Deux-Montagnes .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Deux-Montagnes consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Deux-Montagnes détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 2 767 878 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de 1,3137 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-07-07 21:42:47

Date de transmission au Ministère : 2016/07/07

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Deux-Montagnes

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	31 746 645	26 348 600	32 025 306	2 393 570	31 433 243
Investissement	2	2 037 869		2 230 723	10 221	2 240 944
	3	33 784 514	26 348 600	34 256 029	2 403 791	33 674 187
Charges	4	30 815 148	26 468 700	28 788 171	5 072 005	30 906 309
Excédent (déficit) de l'exercice	5	2 969 366	(120 100)	5 467 858	(2 668 214)	2 767 878
Moins : revenus d'investissement	6	(2 037 869)	()	(2 230 723)	(10 221)	(2 240 944)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	931 497	(120 100)	3 237 135	(2 678 435)	526 934
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	4 117 434	3 723 100	4 056 047	522 326	4 578 373
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(3 232 671)	(3 878 000)	(3 371 151)	(810 513)	(4 181 664)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(77 234)	()	(863 915)	(351 454)	(1 215 369)
Excédent (déficit) accumulé	12	(1 511 745)	275 000	(2 095 921)	604 412	(1 491 509)
Autres éléments de conciliation	13			878 387	2 793 780	3 672 167
	14	(704 216)	120 100	(1 396 553)	2 758 551	1 361 998
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	227 281		1 840 582	80 116	1 888 932

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	13 403 909	14 489 510	13 415 287
Autres	2	2 637 123	5 197 327	5 870 693
	3	16 041 032	19 686 837	19 285 980
Passifs				
Dette à long terme	4	40 092 066	41 099 766	48 129 307
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	991 118		991 118
Autres	6	9 052 398	6 390 426	9 500 270
	7	50 135 582	47 490 192	57 629 577
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(34 094 550)	(27 803 355)	(38 343 597)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	78 918 489	78 080 278	89 264 600
Autres	10	283 830	298 707	750 312
	11	79 202 319	78 378 985	90 014 912
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	689 823	2 740 405	(1 972 927)
Excédent de fonctionnement affecté	13	62 500		62 500
Réserves financières et fonds réservés	14	2 679 734	4 639 332	5 257 297
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 (	88 456 ) (	68 791 ) (	359 407) (
Financement des investissements en cours	16	(3 035 523)	(864 864)	(864 864)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	44 799 691	44 129 548	49 611 216
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	45 107 769	50 575 630	51 671 315

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Solde dette gare vendue	20		62 500
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
	29		62 500
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	30		
	31		62 500
Réserves financières	32	3 363 876	1 833 196
Fonds réservés	33	1 893 421	1 459 299
	34	5 257 297	3 354 995

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalisations 2014	Budget 2015	Réalisations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	19 526 101	19 945 000	20 019 627	19 754 909
Compensations tenant lieu de taxes	2	465 228	399 000	488 499	488 499
Quotes-parts	3				
Transferts	4	697 585	706 500	649 769	1 355 470
Services rendus	5	9 043 689	3 931 600	7 745 915	9 151 093
Autres	6	2 014 042	1 366 500	3 121 496	683 272
	7	31 746 645	26 348 600	32 025 306	31 433 243
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	2 037 869		2 230 723	2 240 944
Autres	11				
	12	2 037 869		2 230 723	2 240 944
	13	33 784 514	26 348 600	34 256 029	33 674 187

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale						
Évaluation	1	336 000	352 197		352 197	214 387
Autres	2	3 726 600	3 934 670	210 623	4 145 293	3 943 465
Sécurité publique						
Police	3	3 846 800	7 401 211	191 649	7 592 860	9 257 217
Sécurité incendie	4	2 028 000	1 514 081	210 298	1 724 379	1 584 664
Autres	5	4 700	8 598	4 865	13 463	7 837
Transport						
Réseau routier	6	2 160 300	2 091 668	1 185 633	3 277 301	3 479 237
Transport collectif	7	946 600	456 709	9 264	465 973	2 087 899
Autres	8					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	9	2 196 100	2 276 393	1 682 124	3 958 517	3 337 629
Matières résiduelles	10	1 222 400	1 190 557		1 190 557	1 144 849
Autres	11			16 045	16 045	217 987
Santé et bien-être	12	230 100	273 458	175	273 633	1 145 054
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	13	881 600	885 142	21 552	906 694	866 268
Promotion et développement économique	14					
Autres	15	11 700	10 929	23 926	34 855	34 640
Loisirs et culture	16	2 971 300	2 786 977	499 893	3 286 870	3 448 384
Réseau d'électricité	17					
Frais de financement	18	2 183 400	1 549 534		1 549 534	1 811 539
Amortissement des immobilisations	19	3 723 100	4 056 047	(4 056 047)		
	20	26 468 700	28 788 171		28 788 171	32 581 056

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3